

## MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOZ

Conformément à l'article L153-36 du code de l'urbanisme



### 1b – Additif au rapport de présentation

Dossier pour notification et enquête publique

**PLU approuvé le 19 décembre 2013**

**Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 16 janvier 2018**

**Modification n°2 prescrite par arrêté communautaire N°2019-01 en date du 22 janvier 2019**

Vu pour rester annexé à mon arrêté N°2019-01 en date du 22 janvier 2019

Le Président,





# SOMMAIRE

<b>CONTEXTE REGLEMENTAIRE</b>	<b>1</b>
LA MODIFICATION	1
<b>1. PRESENTATION GENERALE</b>	<b>2</b>
1. LA SITUATION DE LA COMMUNE	2
2. HISTORIQUE DU DOCUMENT D'URBANISME	3
3. LES RAISONS DE LA MODIFICATION	4
<b>2. MODIFICATION DU REGLEMENT</b>	<b>6</b>
1. LES ZONES UX ET AUX	6
2. MODIFICATIONS POUR LES ZONES UX ET AUX	7
<b>3. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>15</b>
1. LES ZONES REGLEMENTAIRES ET D'INVENTAIRES DE BIODIVERSITE	15
2. LES INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION N°2 SUR L'ENVIRONNEMENT	18
<b>4 - CONCLUSION</b>	<b>19</b>



## Contexte réglementaire

### La modification

#### **Article L153-31:**

*« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :*

*1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;*

*2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*

*3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.*

*4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »*

Les évolutions envisagées ne correspondant pas aux éléments visés ci-dessus, une procédure de modification est engagée selon l'article **L153-36** :

*« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »*

Il est soumis à enquête publique, selon article **L153-41** :

*« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :*

*1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*

*2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*

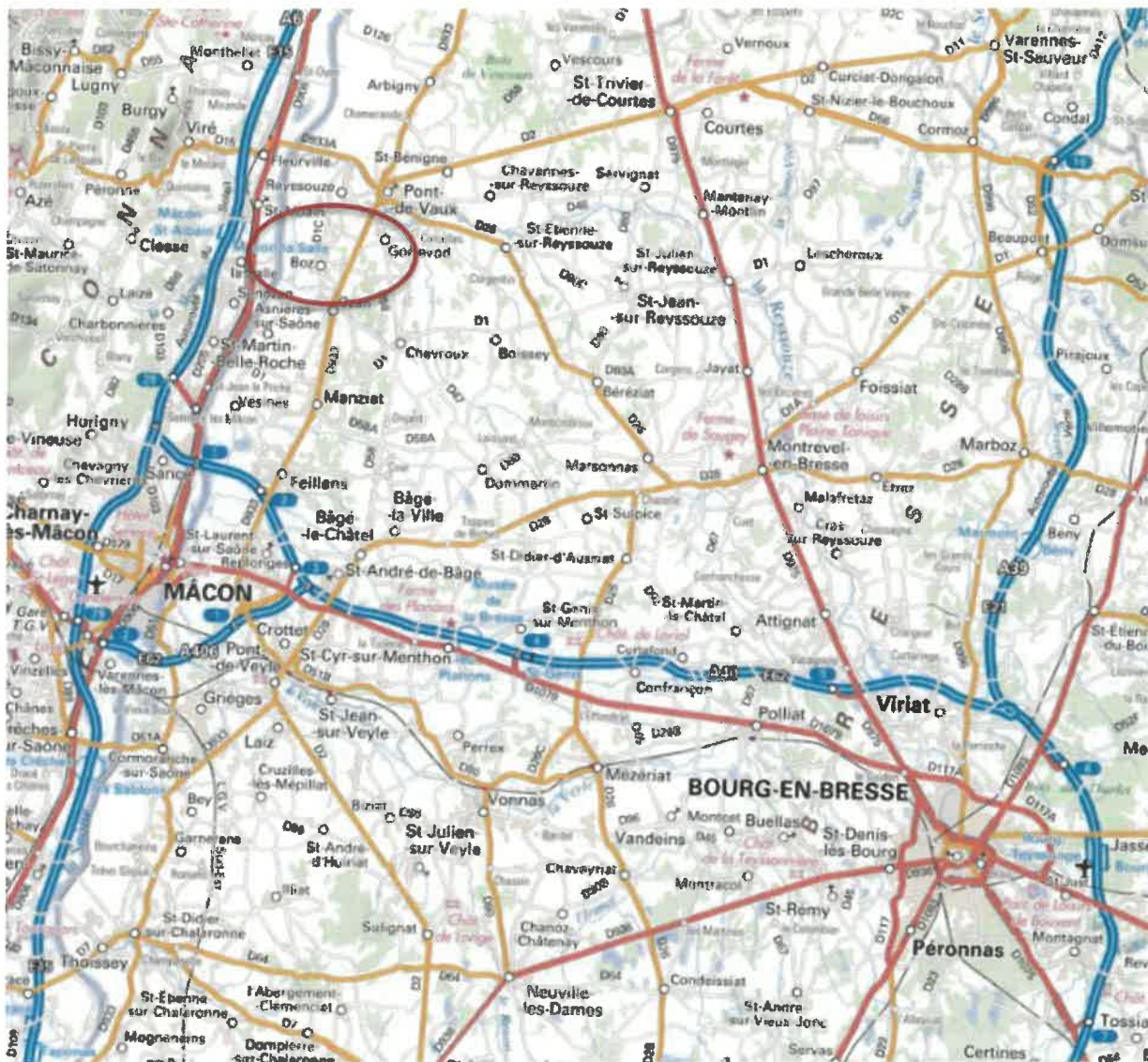
*3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. »*



# 1. Présentation générale

## 1. La situation de la commune

La commune de BOZ se situe dans le département de l'Ain le long de la vallée de la Saône, au Nord de Mâcon dont elle fait partie de l'aire urbaine.



Source Géoportail

La commune compte 515 habitants (INSEE 2016).

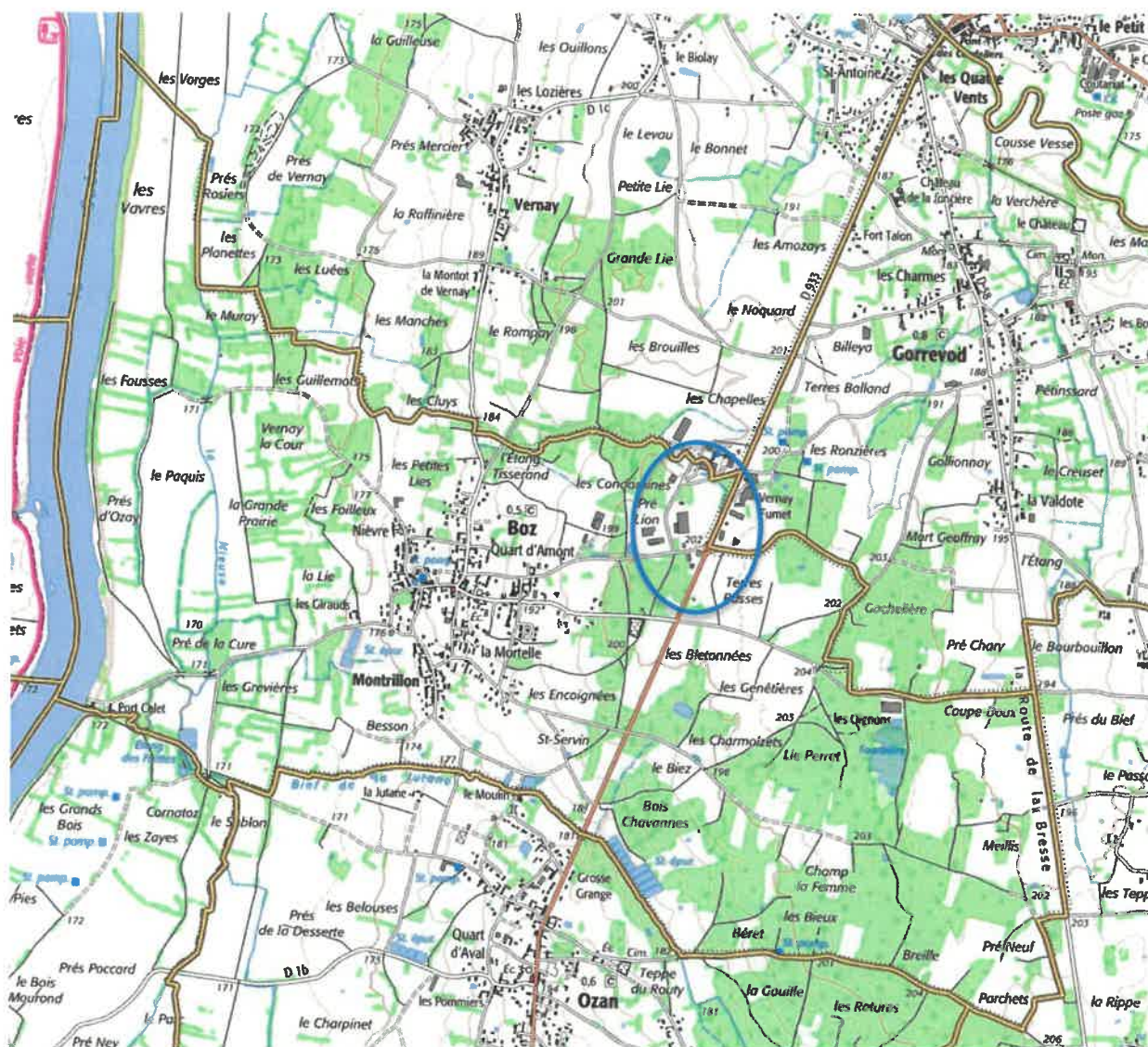
Sa superficie est de 731 hectares.

Elle appartient à la Communauté de Communes Bresse et Saône. Elle appartient aussi au SCoT Bresse Val de Saône actuellement en cours d'étude.

La commune est traversée par la RD 933, parallèle à la Saône, à proximité de laquelle il a été développé une zone d'activité détachée du centre bourg.

La présente modification porte sur l'évolution du règlement des zones recouvrant, dans le PLU, cette zone d'activité.





Source Géoportail

## 2. Historique du document d'urbanisme

La commune de BOZ dispose actuellement d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération en date du 19 décembre 2013.

Il a fait l'objet d'une modification simplifiée pour la suppression d'un emplacement réservé qui rendait difficile pour la commune la réalisation d'un local technique. Cette modification simplifiée a été approuvée par délibération de la Communauté de Communes Bresse et Saône en date du 16 janvier 2018 qui a la compétence document d'urbanisme et PLU depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

On notera qu'un PLUi est en cours d'élaboration sur le territoire de la Communauté de Communes.

### 3. Les raisons de la modification

---

Afin d'accompagner l'implantation de nouvelles entreprises sur les terrains classés en zones **UX** et **1AUX** du PLU de BOZ, il est proposé de faire évoluer le règlement applicable à ces zones. L'ensemble des articles du règlement des zones **UX** et **AUX** est réécrit pour aller dans le sens d'une meilleure adaptation au code de l'urbanisme et pour prendre en compte certaines difficultés d'interprétation dans le cadre de l'instruction du droit des sols.

De plus, il s'agit d'envisager une meilleure adaptation du règlement à la volonté de prendre en compte la nécessité d'une utilisation économe de l'espace encore disponible ou de prendre en compte un certain nombre d'enjeux environnementaux.

Les modifications envisagées sur le règlement du PLU porteront donc sur les points suivants :

- **Articles UX 3 et AUX 3** intitulés « Accès et voirie»

Réécriture de l'article pour mieux préciser la largeur de chaussée.

- **Articles UX 4 et AUX 4** intitulés « Desserte par les réseaux »

Modification proposée : *un pré-traitement qualitatif et quantitatif des eaux pluviales est demandé systématiquement pour les nouvelles implantations significatives*. Il ne sera pas fait référence à une surface minimale et à une procédure de type lotissement.

- **Articles UX 6 et AUX 6** intitulés « Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux voies privées ouvertes à la circulation publique»

Prévoir des cas d'exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de la zone, pour le cas des bâtiments ne respectant pas le recul demandé, en fonction des constructions avoisinantes...

- **Articles UX 7 et AUX 7** intitulés « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ». Modification proposée : *les constructions peuvent être admises en limites séparatives*. Prévoir des cas d'exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de la zone, pour le cas des bâtiments ne respectant pas le recul demandé, en fonction des constructions avoisinantes...
- **Articles UX 9 et AUX 9** intitulés « Emprise au sol ». Modification proposée : *suppression du CES*
- **Article UX 11** intitulé « Aspect extérieur » et article AUX 11 intitulé « Aspect extérieur ». Modifications proposées :

- *Chapitre 2 « aspect de façade »* : Des précision seront apportées sur le type d'aspect extérieur admis dans la zone (en particulier le bardage métallique, bois ou composite sera clairement mentionné). Il ne sera pas fait de différence entre l'aspect extérieur des bâtiments à usage d'activité et celui des autres bâtiments. On cherchera plutôt l'harmonie.
- *Chapitre 3 « toitures »* : *il sera précisé que les toits terrasse sont autorisés*. La possibilité de mettre en place des panneaux solaires sera indiquée sans contrainte particulière d'intégration à l'enveloppe des constructions.
- *Chapitre 4 « clôtures »* : *Sera retirée la mention « Les clôtures en panneaux d'éléments préfabriqués sont interdites »*. La hauteur des clôtures sera limitée.

- **Articles UX 13 et AUX 13** intitulés « Espaces libres et plantations – espaces voisés classés ». Les mentions suivantes seront supprimées :

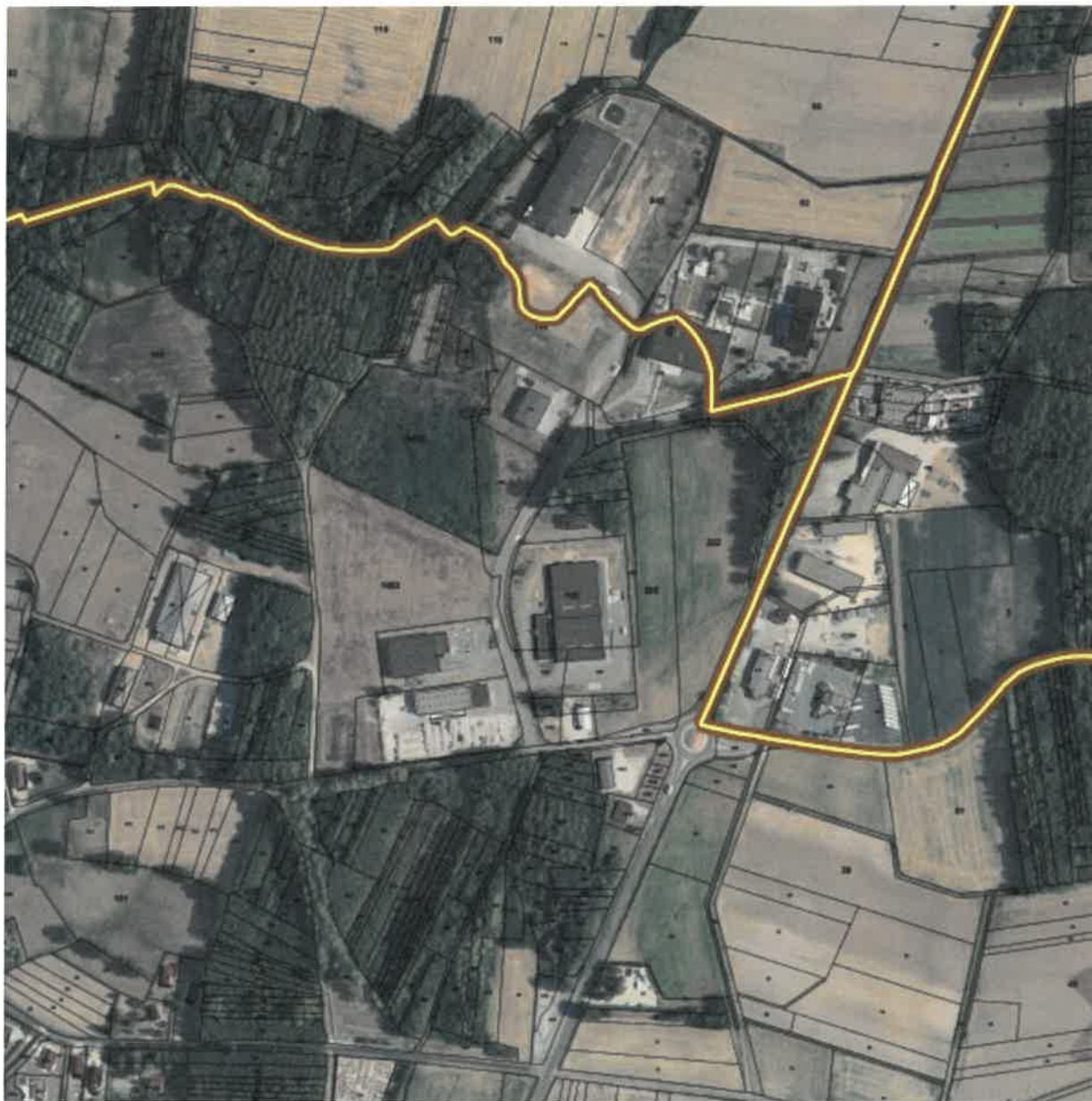


- « Les espaces libres et les aires de stationnement doivent être plantés »
- « Des écrans de verdure, constitués d'arbres peuvent être imposés pour masquer certains bâtiments ou installations d'activités admises dans la zone »
- Les opérations de constructions doivent disposer d'espaces libres non compris les aires de stationnement dont la superficie doit être au moins égale à 15 % de la surface de parcelle non compris les espaces verts des parkings ».

## 2. Modification du règlement

### 1. Les zones UX et AUX

Le PLU approuvé en 2013, prenait en compte la zone d'activités existante le long de la RD933, à cheval sur les communes de Boz, Gorrevod et Reyssouze.



Source Géoportail

Le secteur contenant des bâtiments à usage d'activité est classé en zone **UX** et le secteur boisé au Sud est classé en zone **1AUX**.

La zone **UX** est définie comme « correspondant aux activités existantes ».

Afin d'accompagner l'implantation de nouvelles entreprises, la modification prévoit de faire évoluer le règlement applicable sur les zones **UX** et **AUX** pour aller dans le sens d'une meilleure adaptation au code de l'urbanisme :

- La zone longeant une voie classée à grande circulation, le dossier de PLU de 2013 contient une étude faite au titre de l'application de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme (devenu articles L111-6 à L111-10) qui prend en compte les critères de nuisances, de sécurité, de qualité architecturale et de qualité de l'urbanisme et des paysages.

Ces deux pièces du dossier de 2013 (étude L111-1-4 et OAP) restent inchangées dans le cadre de la présente modification.

### 1. Articles 3 des zones UX et AUX : préciser la largeur de chaussée

**BOZ – Modification N°2 du PLU – Additif au rapport de présentation –**  
**Dossier pour notification et enquête publique**



Il apparaît souhaitable que l'article 3 des zones UX et AUX soit réécrit de manière à préciser davantage à quoi s'applique exactement la règle de largeur de l'article 3.

En effet, les dispositions concernant la voirie dans le texte du règlement du PLU actuel visent une largeur de « plate-forme » ce qui est toujours difficile à interpréter : cela renvoie-t-il à la largeur de la « chaussée » ou à la largeur de l'« emprise » de l'espace collectif sur lequel est implantée la voirie ?.

La largeur minimum demandée étant de 6 mètres et s'agissant d'une voirie desservant une zone d'activités, donc susceptible de recevoir des poids-lourds ayant à se croiser, il convient de lire qu'il s'agit de la largeur de « chaussée ».

Afin d'enlever toute ambiguïté au texte, Il est donc nécessaire de le modifier de manière à préciser clairement que c'est bien la largeur minimum de la chaussée qui est ici visée.

Toutefois, cette largeur pourrait être superflue dans le cas de voie à sens unique. C'est pourquoi, on précisera que cette largeur minimum n'est demandée que dans le cas de voirie **à double sens**.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 3 sera :

### **ARTICLE UX 3 : ACCES ET VOIRIES**

#### *2. Dispositions concernant la voirie*

- Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile **à double sens** doit être réalisée avec une **plate-forme chaussée** d'au moins 6 mètres de largeur.

Une rédaction identique est appliquée pour la zone **AUX**.

### **2. Articles 4 des zones UX: suppression de la surface minimale et de la référence à une procédure de type lotissement**

Sur la question des eaux pluviales, le texte du règlement du PLU actuel prescrit un pré-traitement uniquement pour les nouvelles implantations significatives supérieure à 1 hectare, en indiquant : « type lotissements à usage d'habitation ou d'activités ».

Cette rédaction pose problème dans la mesure où la question du prétraitement est liée à la circulation des voitures et des poids-lourds quelle que soit la superficie du tènement et, ce qui est encore plus évident, quelle que soit le type de procédure d'aménagement

La modification prévoit donc de supprimer ces deux éléments.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 4 sera :

### **ARTICLE UX 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX**

#### *3. Assainissement des eaux pluviales et de ruissellement*

- L'imperméabilisation et le ruissellement engendrés par les opérations d'urbanisation devront être quantifiés afin de mesurer les incidences sur les volumes d'eau à transiter soit dans les réseaux, soit dans les cours d'eau.

- L'autorité administrative pourra imposer des dispositifs adaptés à chaque cas et propres à réduire les impacts des rejets supplémentaires sur le milieu ou les réseaux existants.

- Le principe demeure que les aménagements ne doivent pas augmenter les débits de pointe des apports aux réseaux par rapport au site initial.



- Un pré-traitement qualitatif et quantitatif des eaux pluviales d'origine urbaine est demandé systématiquement pour les nouvelles implantations significatives (>1 ha) : ~~lotissements-à usage-d'habitation-ou-d'activités.~~

### **3. Articles 6 des zones UX et AUX : prévoir des cas d'exceptions pour les ouvrages techniques**

Le texte du règlement du PLU actuel prévoit, de manière générale, un retrait de 35 mètres par rapport à l'axe de la RD 933, un retrait de 15 mètres par rapport à l'axe des voies publiques et 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies privées ouvertes à la circulation automobile.

Cette obligation de retrait peut poser problème pour l'implantation d'ouvrages techniques nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif comme des transformateurs électriques, antennes... Or le texte actuel ne vise, comme exception, que :

*« les installations et bâtiments liés ou nécessaires au service des télécommunications ou de télédiffusion. »*

La modification prévoit donc une écriture plus large dans l'article 6 des zones **UX** et **AUX**, des cas d'exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de la zone et des équipements publics ou d'intérêt collectif.

De plus, cette zone étant déjà ancienne, elle peut comporter des bâtiments qui ne respecteraient pas les reculs demandés. Dans le cas d'extension de ces bâtiments, il est logique d'autoriser que celle-ci puisse se faire dans la continuité de l'implantation du bâtiment existant.

Enfin, pour assurer une harmonie des implantations, on indiquera qu'une exception est aussi possible en fonction des constructions avoisinantes comme cela est prévu à l'article L152-3 du code de l'urbanisme.

On notera que ces exceptions sont prévues dans les zones **UA, UB, 1AU, A** et **N**.

D'autre part, il est prévu de mieux préciser quelles sont les « voies privées ouvertes à la circulation publique » visées par l'article en indiquant qu'il s'agit des voies ayant une fonction de desserte collective des activités de la zone.

L'article 6 sera donc modifié de la manière suivante :

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 6 sera :

#### **ARTICLE UX 6 : IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES ET PAR RAPPORT AUX VOIES PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE**

- Les constructions doivent être implantées en retrait par rapport aux voies selon les modalités suivantes :

\* RD 933 : 35 mètres par rapport à l'axe de la voie

\* autres voies publiques : 15 mètres par rapport à l'axe de la voie

\* voies privées : 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies privées ouvertes à la circulation publique **ayant une fonction de desserte collective de la zone d'activité.**

- Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :

~~\* pour des installations et bâtiments liés ou nécessaires au service des télécommunications ou de télédiffusion~~

\* pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de la zone et des équipements publics ou d'intérêt collectif..

\* pour l'extension de bâtiments existants à des normes différentes, si l'extension se fait selon le même recul que celui du bâtiment existant.

\* quand l'implantation des constructions existantes sur les propriétés voisines le justifie pour des raisons d'architecture ou de bonne intégration à l'ordonnance générale des constructions avoisinantes

Une rédaction identique est appliquée pour la zone **AUX**.

#### **4. Articles 7 des zones UX et AUX :**

Le texte du règlement du PLU actuel prévoit un recul d'au moins 4 mètres par rapport à la limite séparative.

Toutefois, le règlement indique que les constructions peuvent être admises en limite séparative si elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.

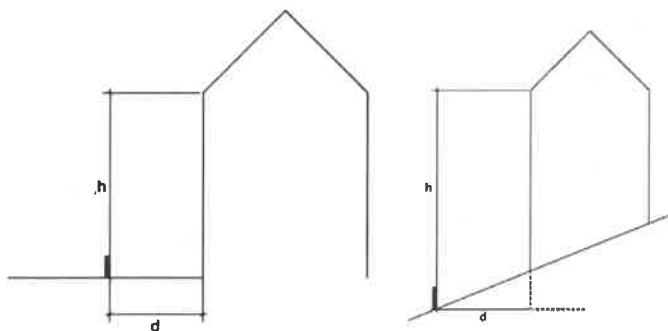
En cohérence avec la modification proposée pour l'article 6, il est proposé d'y ajouter les deux autres exceptions pour l'extension des bâtiments existants et pour permettre une harmonie avec les constructions existantes.

L'article 7 sera donc modifié de la manière suivante :

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 7 sera :

#### **ARTICLE UX 7 : IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

- La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.



⇒  $d < 4$  mètres

⇒  $d < h/2$

- Toutefois, les constructions peuvent être admises en limite séparative dans les cas suivants :

\* Elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement ~~des constructions autorisées de la zone~~ et des équipements publics ou d'intérêt collectif.

\* pour l'extension de bâtiments existants à des normes différentes, si l'extension se fait selon le même recul que celui du bâtiment existant.

\* quand l'implantation des constructions existantes sur les propriétés voisines le justifie pour des raisons d'architecture ou de bonne intégration à l'ordonnance générale des constructions

- La reconstruction à l'identique après sinistre peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures.

Une rédaction identique est appliquée pour la zone **AUX**.

#### **5. Articles 9 des zones UX: suppression du CES**

Le texte du règlement du PLU actuel prévoit que le maximum d'emprise au sol des constructions ne pourra pas dépasser 50% de la superficie du terrain.

Cette mesure apparaît aujourd'hui limitative et risque d'avoir des effets négatifs en obligeant des entreprises à devoir chercher à se délocaliser alors même qu'elles auraient la possibilité de se développer sur place.

Afin de mieux maîtriser la consommation de l'espace pour le développement des activités sur la zone, il est prévu de supprimer le Coefficient d'Emprise au Sol sur les zones vouées à l'accueil d'activités.

L'article 9 sera donc modifié de la manière suivante :

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 9 sera :

#### **ARTICLE UX 9 : EMPRISE AU SOL**

~~- Le maximum d'emprise au sol des constructions ne pourra dépasser 50% de la superficie du terrain.~~

- Non réglementé

#### **6. Articles 11 des zones UX et AUX : précisions à apporter à l'aspect extérieur des constructions**

##### **Chapitre 2 « aspect de façade »**

Le texte du règlement du PLU actuel distingue les constructions à usage d'activités des autres constructions admises (habitat lié à l'activité) dans la zone quant à l'aspect de façade des constructions.

Cette prescription apparaît comme allant à l'encontre de la recherche d'une harmonie architecturale dans la zone. De plus elle risque de conduire à la construction à l'aspect de « maisons » complètement détachées de l'activité et pouvant être revendues en dehors du bâtiment d'activité pour un simple usage d'habitat.

Il apparaît donc nécessaire qu'il ne soit pas fait de différence entre les constructions à usage d'activité et les autres constructions admises.

De plus, on clarifiera le fait que les matériaux classiquement utilisés pour des bâtiments d'activité (bardage métallique, matériaux composites, bois...etc) sont autorisés.

##### **Chapitre 3 « toitures »**

Le texte du PLU actuel indique que les toitures doivent avoir « deux, trois ou quatre pans par volume » et admet les toitures à un pan pour les annexes. Or, les toitures des bâtiments à usage d'activités sont souvent plates et avec très peu de pente ce que le texte n'autorise pas actuellement.

Les bâtiments à usage d'activités pouvant représenter des volumes importants, il n'y a pas d'intérêt sur le plan architectural et urbain d'imposer des toitures à pans, dont la conséquence risque d'être d'augmenter encore la masse des bâtiments d'activité.

La modification prévoit donc d'autoriser les toitures plates et à faible pente.

Sur la question des panneaux solaires, le règlement actuel indique qu'ils « doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées ». Cette règle qui peut sembler juste à l'intérieur d'un tissu urbain pour l'habitat comprenant une grande part de bâti ancien, ne semble pas avoir vraiment d'intérêt pour une zone à usage d'activité. De plus, la mise en œuvre de toiture plates ou à faible pente (voir plus haut) est difficilement compatible avec des panneaux solaires « intégrés ».

La modification propose donc une rédaction indiquant clairement que les panneaux solaires ne font pas l'objet de contraintes particulières afin de favoriser la mise en place de panneaux solaires dans un contexte de développement des énergies renouvelables.

#### **Chapitre 4 « clôtures ».**

Le texte du PLU actuel indique que « les clôtures en panneaux d'éléments préfabriqués sont interdites ».

Ce texte apparaît inadapté puisque les clôtures en zone d'activité sont souvent constituées de panneaux en treillis soudé qui constituent des « panneaux d'éléments préfabriqués ». Il est donc prévu de supprimer cette mention.

L'article 11 sera donc modifié de la manière suivante :

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 11 sera :

#### **ARTICLE UX 11 : ASPECT EXTERIEUR**

(...)

##### **2) Aspect de façade**

##### **~~° Pour les constructions à usage d'activité~~**

- Les matériaux de couverture, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement, **et de la vocation de la zone. Des aspects de façade de type bardage métallique, bois ou composite sont donc parfaitement adaptés.**

- L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit.

- Les teintes d'enduits, de menuiseries et de couverture doivent être en harmonie avec leur environnement. Elles seront de couleur sombre. Les matériaux brillants en façade ou couverture sont interdits.

- Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées.



**~~° Pour les autres constructions admises dans la zone~~**

~~- Les façades doivent présenter un aspect :~~

~~Soit de pierre apparente avec des joints de couleur ocre ou sable~~

~~Soit enduite, et les enduits devront respecter le nuancier en annexe du présent règlement.~~

~~Soit en bardage bois. Le bardage présentera une teinte bois naturelle.~~

~~- L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit.~~

~~- Les annexes devront être traitées avec le même soin que le bâtiment principal.~~

**3) Toitures**

- Les toitures doivent avoir deux, trois ou quatre pans par volume avec un faîtage réalisé dans le sens de la plus grande dimension de la construction et leur pente doit être comprise entre 20 et 50 %.

- Les toitures plates et à faible pente sont autorisées.

- Les toitures à un pan sont autorisées pour les volumes annexes lorsque ceux-ci sont accolés à une construction de taille plus importante.

- Les **panneaux solaires**, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique, doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées.

- **L'installation de panneaux solaires est recommandée.**

- Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif.

**4) Les clôtures :**

- Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux : couleur, matériaux, hauteurs.

~~- Les clôtures en panneaux d'éléments préfabriqués sont interdites.~~

(...)

Une rédaction identique est déjà pratiquement existante pour la zone **AUX**. Celle-ci est juste modifiée sur la question des panneaux solaires.

**7. Articles 13 des zones UX et AUX : suppression de certaines mentions sur l'obligation de planter et de réaliser des espaces libres**

Le texte du PLU actuel indique que :

- Les espaces libres et les aires de stationnement doivent être plantés.

- Les opérations de constructions doivent disposer d'espaces libres non compris les aires de stationnement dont la superficie doit être au moins égale à 15 % de la surface de parcelle non compris les espaces verts des parkings

Ces prescriptions apparaissent comme pouvant être en contradiction avec la volonté de limiter la consommation de l'espace pour l'activité qui a conduit à la suppression du CES sur la zone. C'est pourquoi, il est proposé de les supprimer.

Le texte du PLU actuel indique aussi que :

- Des écrans de verdure, constitués d'arbres peuvent être imposés pour masquer certains bâtiments ou installations d'activités admises dans la zone.

Cette prescription n'apparaît pas nécessaire dans la mesure où l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la zone propose une structure de « haies » qui doit recloisonner la zone et devrait permettre de gérer ces problèmes de vision à l'intérieur des parcelles. La modification prévoit donc de le supprimer.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 13 sera :

### **ARTICLE UX 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATION - ESPACES BOISES CLASSES**

La qualité des aménagements paysagers ne résulte pas de dispositions réglementaires.

#### **1) Obligation de planter et de réaliser des espaces libres :**

- Pour tout aménagement, la simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

- Des plantations d'arbres de haute tige seront réalisées sur une largeur de 6 mètres de part et d'autre des limites séparatives perpendiculaires ou obliques par rapport à la RD 933. Les alignements d'arbres parallèles à la RD 933 ne sont pas autorisés.

~~- Les espaces libres et les aires de stationnement doivent être plantés.~~

- Les espaces libres compris entre l'alignement de la RD 933 et la limite de reculement des constructions doivent être engazonnés.

~~- Des écrans de verdure, constitués d'arbres peuvent être imposés pour masquer certains bâtiments ou installations d'activités admises dans la zone.~~

~~- Les opérations de constructions doivent disposer d'espaces libres non compris les aires de stationnement dont la superficie doit être au moins égale à 15% de la surface de parcelle non compris les espaces verts des parkings.~~

(...)



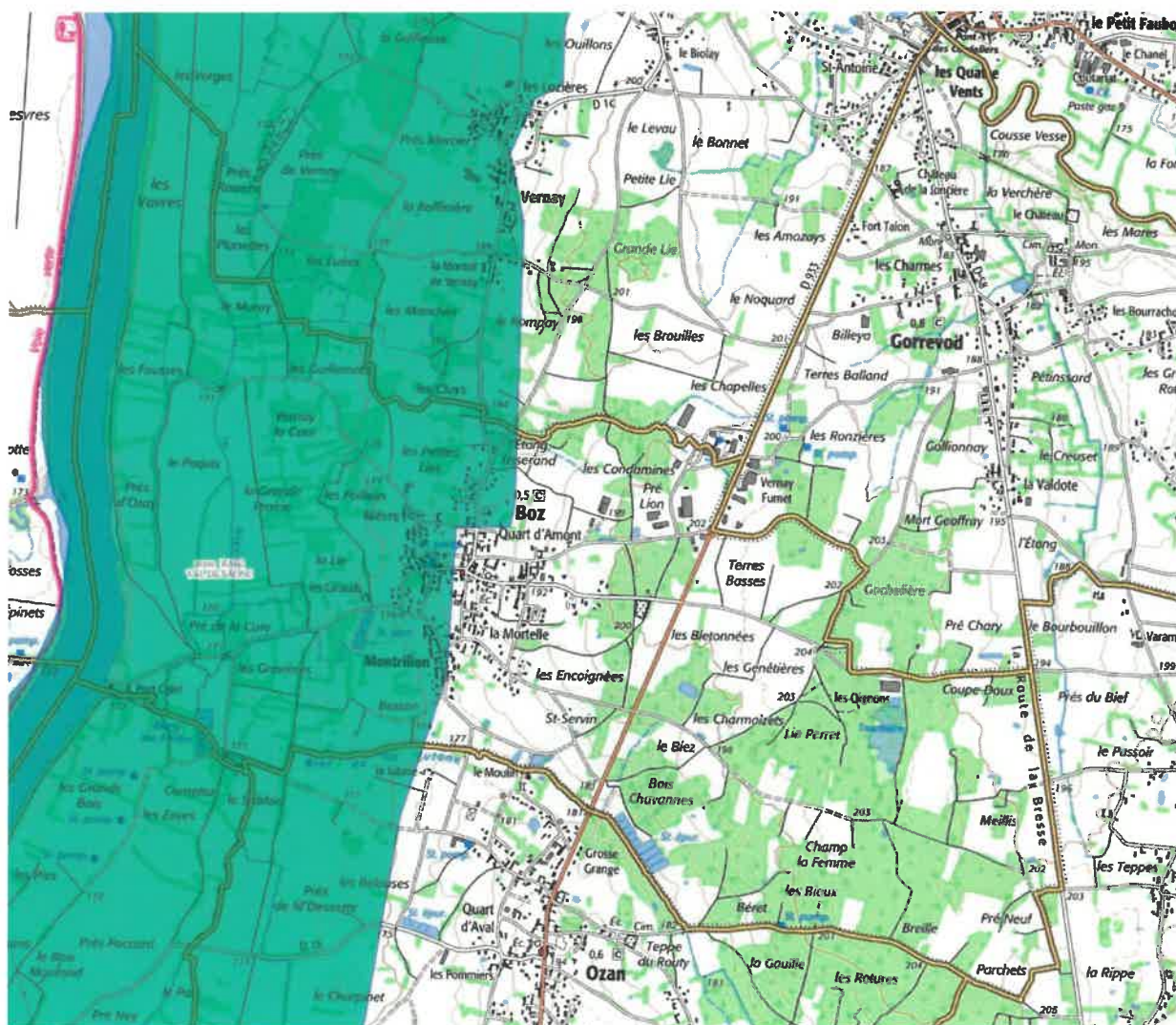


A l'Est, dans les boisements : Zone FR 8201634 – Lande tourbeuse des Oignons

Il s'agit d'un secteur de petite taille présentant un intérêt écologique non négligeable. « Les oignons » constituent une dépression où s'accumulent les eaux de pluies avec toutefois un bassin versant très réduit. La réserve en eau est donc dépendante du climat.

Situées à environ 1,6 km à l'Ouest et en contrebas du secteur de la lande, les zones **UX** et **AUX** n'ont pas d'incidence sur ce secteur.

La commune de BOZ est aussi touchée par une Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).



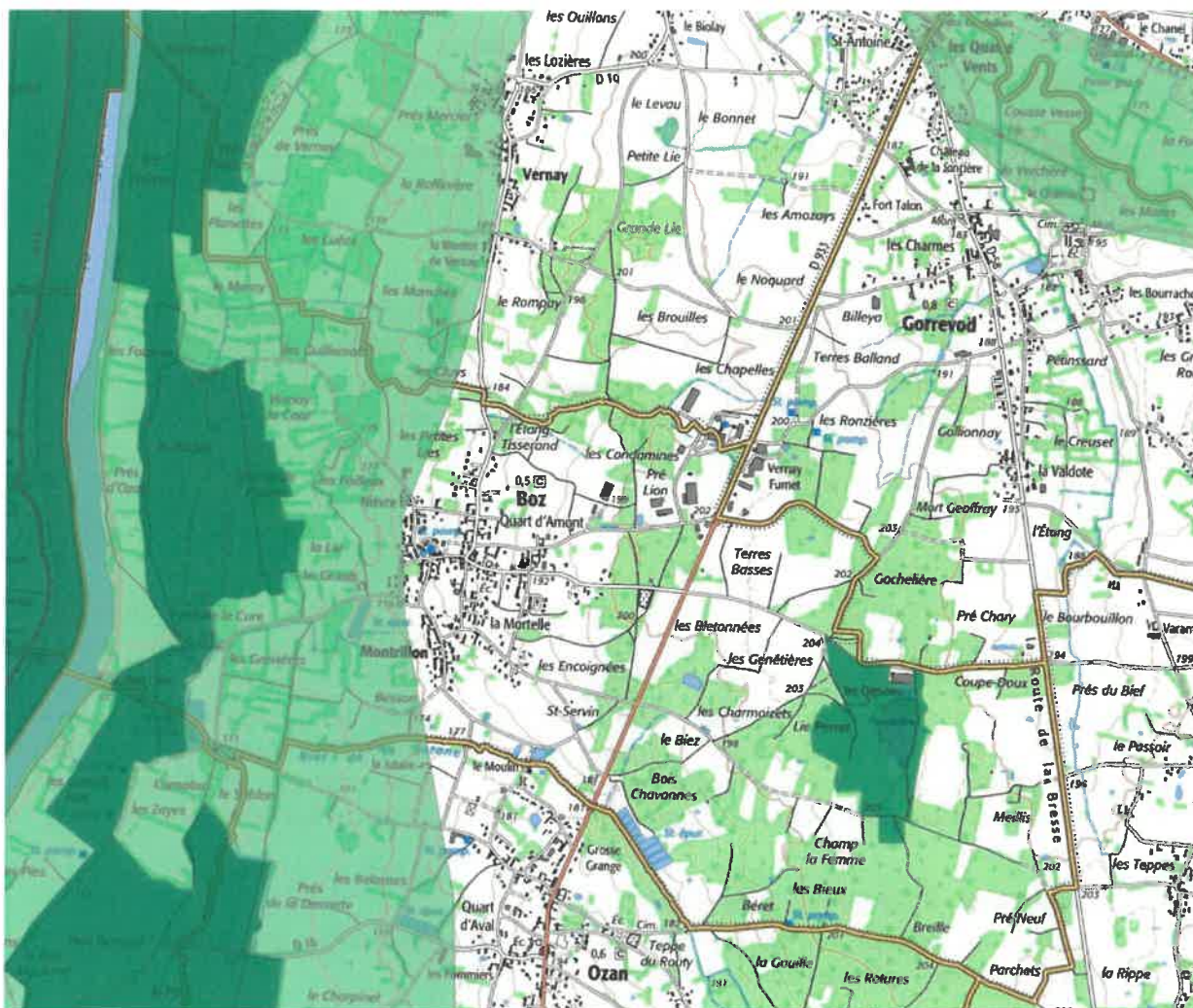
Source Géoportail

Zone RA02 – Val de Saône : Elle recouvre la zone Natura 2000 évoquée ci-dessus « Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône ».

Les zones **UX** et **AUX** sont situées à environ 1 km à l'Est de ce secteur inondable de la vallée de la Saône. Même si elles sont en contrehaut de la vallée sur le bassin versant de la Saône, le traitement des eaux usées par un assainissement collectif et l'obligation de traitement des eaux usées déjà prévu par le règlement du PLU limite les incidences de la zone sur ce secteur.



## Les ZNIEFF



Source Géoportail

La partie Ouest du territoire est située dans la vaste **ZNIEFF de type 2** (820030870) « Val de Saône méridional »

A l'intérieur de cette ZNIEFF de type 2, on trouve la **ZNIEFF de type 1** (820030856) « Prairies inondable du Val de Saône ».

Les zones **UX** et **AUX** sont situées à environ 1 km à l'Est de ce secteur inondable de la vallée de la Saône. Même si elles sont en contrehaut de la vallée sur le bassin versant de la Saône, le traitement des eaux usées par un assainissement collectif et l'obligation de traitement des eaux usées déjà prévu par le règlement du PLU limite les incidences de la zone sur ce secteur.

Sur la partie Est du territoire est située la **ZNIEFF de type 1** (820030785) « Lande tourbeuse des oignons »

Situées à environ 1,6 km à l'Ouest et en contrebas du secteur de la lande, les zones **UX** et **AUX** n'ont pas d'incidence sur ce secteur.

## **2. Les incidences du projet de modification N°2 sur l'environnement**

---

### **Les incidences du PLU sur la consommation d'espace**

La modification n°2 du PLU aura des incidences positives sur la question de la consommation de l'espace par la suppression du CES qui permettra une meilleure utilisation de l'espace pour le développement des activités existantes ou pour l'implantation de nouvelles activités.

### **Les incidences du PLU sur les milieux naturels**

Le projet de modification ne concerne que des zones vouées à l'accueil d'activité. Il n'affectera donc pas des milieux naturels qu'il n'avait pas été prévu d'urbaniser.

Toutefois, afin de permettre une meilleure utilisation de l'espace, les obligations en matière d'espace vert et de plantations ont été allégées. Le projet a donc une incidence, non sur les milieux naturels existant, mais sur la création d'espaces verts à l'intérieur des parcelles. En ce sens, on peut dire que cette incidence est limitée.

### **Les incidences du PLU sur le paysage**

Le projet de modification ne concerne pas les grands principes de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation qui propose une structure paysagère forte autour de la reconstruction d'une structure de haies à l'échelle de l'ensemble de la zone.

Toutefois, afin de permettre une meilleure utilisation de l'espace, les obligations en matière d'espace vert et de plantations ont été allégées. Le projet a donc une incidence, non sur la structure paysagère globale imposée sur la zone, mais sur la création d'espaces verts à l'intérieur des parcelles. En ce sens, on peut dire que cette incidence est limitée.

### **Les incidences du PLU sur la ressource en eau**

La modification ne change pas les possibilités de développement de la commune. Elle n'a donc pas d'incidence sur la ressource en eau.

### **Les incidences du PLU sur l'assainissement**

La modification ne change pas les possibilités de développement de la commune. Elle n'a donc pas d'incidence sur la question de l'assainissement. On peut de plus rappeler que les eaux usées de la zone d'activités sont traitées par la station d'épuration du SIVU.

### **Les incidences du PLU sur l'énergie et le climat**

La modification ne change pas les possibilités de développement de la commune. Elle n'a donc pas d'incidence sur la question de l'énergie et du climat.

### **Les incidences du PLU sur les pollutions et nuisances**

La modification ne change pas les possibilités de développement de la commune. Elle n'a donc pas d'incidence sur la question de la pollution et des nuisances.

### **Les incidences du PLU sur les risques**

La modification n°2 n'a pas d'incidences sur les risques.

## 4 - Conclusion

La modification du PLU proposée, conformément aux articles L153-31, L153-36 et L153-41 du code de l'urbanisme :

- ne touche pas à l'économie générale du PADD du Plan Local d'Urbanisme.
- n'a pas pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.
- ne comporte pas de graves risques de nuisances

Le dossier est composé des pièces suivantes :

- **1°** L'additif au rapport de présentation
- **2°** Le règlement modifié

Le présent dossier sera envoyé à la **MRAE** pour une demande « cas par cas » afin de savoir si la modification doit être soumise à évaluation environnementale.

Le dossier de modification est notifié aux Personnes Publiques Associées.

Après notification aux personnes publique associées, le dossier de modification du PLU pourra être consulté par la population dans le cadre de l'enquête publique.



